

1996

Un parfait bilan de santé pour le capital de risque au Québec

Principales observations sur l'activité du capital de risque

- Les données présentées dans cette rétrospective s'appuient sur des renseignements recueillis auprès de 33 groupes d'investisseurs en capital de risque présents au Québec et d'autres groupes canadiens qui ont investi, en 1996, dans des entreprises établies au Québec. Ces groupes étaient au nombre de 31 en 1995. Seules deux nouvelles entités ont amorcé leurs activités au Québec l'an dernier : Canadian Science & Technology Growth Fund and un groupe représentant 16 nouveaux fonds régionaux de solidarité.
- Les membres investisseurs en capital de risque ont établi un record (en nombre) en 1996 grâce à leurs 332 investissements. Il s'agit d'une hausse de 47 % par rapport aux 236 investissements en 1995. Bien que la croissance du montant investi (en dollars) a été plutôt modeste (26 %), ces groupes ont tout de même investi 325 millions \$ dans des entreprises du Québec en 1996. Les montants ont été investis auprès de 207 entreprises en 251 rondes de financement.
- Les 332 investissements faits au Québec en 1996, qui représentent 38 % de tous les investissements faits au Canada l'an dernier, ont largement dépassé, en nombre, ceux des autres provinces. Les 325 millions \$ investis représentent 30 % des débours, ce qui constitue une baisse par rapport à 39 % en 1995. L'investissement moyen au Québec était inférieur (980 000 \$) en 1996 que pour celui de l'industrie toute entière (1,24 million \$).
- En 1996, un total de 208 millions \$ est allé aux placements de première ronde, soit plus du montant total investi dans les nouveaux placements et les réinvestissements il y a deux ans seulement. Il s'agit d'une augmentation de 34 % par rapport aux 155 millions \$ investis dans les placements de première ronde en 1995. L'investissement moyen a été cependant légèrement inférieur l'an dernier (1,2 million \$) par rapport à 1995 (1,3 million \$). Le montant des placements de première ronde est grandement influencé par le montant des fonds levés par l'industrie chaque année. Cette tendance a rendu le marché très actif ce qui a permis aux investisseurs de poursuivre agressivement leurs transactions tout en conservant suffisamment de capital pour soutenir les réinvestissements dans les entreprises de leurs portefeuilles.
- Bien que les réinvestissements aient obtenu une plus faible portion des débours, les sociétés déjà dans les portefeuilles des investisseurs ont tout de même recueilli 117 millions \$ dans 159 investissements. En raison de l'augmentation du capital de risque investi dans les portefeuilles reliés à la technologie, les investisseurs ont pris l'engagement de soutenir la technologie en assurant un suivi de ces entreprises tout au long de leur développement.

- Les placements d'expansion ont pris plus d'ampleur en 1996 représentant 43 % des investissements. Ces derniers ont été faits dans 88 entreprises nécessitant du financement pour assurer leur expansion. Ces entreprises ont recueilli 167 millions \$ ou 51 % de tout le capital de risque investi dans les entreprises du Québec en 1996. Bien que l'activité des investissements accordés au démarrage a été inférieure par rapport à l'activité globale, elle a tout de même eu de l'importance dans l'industrie. Un total de 82 entreprises au stade de démarrage ont récolté 28 % du capital investi. L'investissement moyen accordé au démarrage a été de 1,2 million \$. Il faut cependant comprendre que ce montant représente tous les montants accordés aux entreprises, du plus petit (25 000 \$) au plus grand (13 millions \$). Les acquisitions ont diminué en 1996 représentant 2 % des investissements en nombre (6 % en 1995) et 3 % du capital investi (8 % en 1995), contrairement aux redressements qui ont considérablement augmenté. Un total de 29 entreprises ont recueilli 55 millions \$ en financement de redressement, comparativement à 3 entreprises qui ont reçu 1 million \$ en 1995.
- Les investisseurs en capital de risque se sont rapidement dirigés vers les secteurs technologiques au cours des dernières années. Des 207 entreprises financées en 1996, 118 (57 %) oeuvraient dans les secteurs technologiques. À elles seules, ces entreprises ont récolté 224 millions \$ ou 69 % des débours. Cette activité génère une augmentation de 69 % en termes d'entreprises financées et une de 54 % relativement au montant investi dans les entreprises technologiques par rapport à 1995. Il y a eu moins de gros montants investis ce qui fait que l'investissement moyen dans chaque entreprise technologique est passé de 2,1 millions \$ en 1995 à 1,9 million \$ l'an dernier. L'activité dans les secteurs traditionnels a encore augmenté quoiqu'à un rythme moins rapide.
- Il a été intéressant de constater les changements par secteur en termes de distribution du nombre des placements et des dollars en 1996. L'intérêt auprès des entreprises informatiques, notamment celles qui développent des logiciels ou des produits reliés à Internet, a doublé. Un total de 39 entreprises informatiques (elles étaient 18 en 1995) ont recueilli 37 millions \$ (18 millions \$ en 1995). Elles représentent 19 % des entreprises financées, soit la plus grande part de n'importe quel secteur. Il est cependant à noter que les investissements dans ce secteur ont été inférieurs à ceux des secteurs des sciences biologiques et des communications. Ainsi, les débours accordés au secteur informatique ont été inférieurs aux débours des secteurs biotechnologique, médical/soins de la santé et des communications.
- Le secteur de la biotechnologie continue d'attirer les investisseurs au Québec. Un total de 41 investissements a été fait dans les entreprises biotechnologiques qui ont recueilli 65 millions \$. L'activité dans ce secteur a pratiquement doublé par rapport à 1995 ce qui lui a permis de récolter 20 % de tous les débours en 1996. Chaque entreprise biotechnologique a reçu, en moyenne, 3,3 millions \$ comparativement aux 950 000 \$ qui sont allés à chaque entreprise informatique. Le nombre d'entreprises oeuvrant dans le secteur médical/soins de la santé qui ont été financées est resté le même à 11, mais le capital qui y a été injecté a plus que doublé. Considérées dans leurs ensemble, les entreprises du secteur des sciences biologiques ont

recueilli 34 % du capital investi dans les entreprises du Québec l'an dernier. Toujours présentes, les entreprises financées dans le secteur des communications sont passées de 11 en 1995 à 20 en 1996. L'investissement moyen dans ce secteur a été réduit de moitié. Conséquemment, le montant global qui y a été investi est passé de 47 millions \$ à 41 millions \$.

- En 1996, le nombre de dessaisissements a augmenté de 86 à 104, mais dans l'ensemble, la rentabilité de ces sorties a diminué car leur juste valeur marchande à la sortie est passée de 1,8 fois leur coût à 1,4 fois leur coût. Les ventes boursières, qui ont été les avenues de sortie les plus profitables pour les investisseurs de capital de risque au Québec, se sont soldées par 13 transactions qui ont rapporté en moyenne 2,4 fois leur coût. Les rachats de participation ont été les avenues de sortie les plus fréquemment utilisées, soit les 2/3 de tous les dessaisissements en 1996. Cependant, ces sorties n'ont rapporté en moyenne que 1,3 fois leur coût ce qui représente une baisse par rapport à la moyenne de 1,9 fois leur coût en 1995. En dépit des excellentes conditions du marché boursier de 1996, il n'y a eu aucun dessaisissement par mise en bourse en 1996.
- À la fin de 1996¹, la somme totale des capitaux sous gestion dans l'industrie du capital de risque au Québec atteignait 3,2 milliards \$. Cela représente une augmentation de 20 % par rapport aux 2,7 milliards \$ sous gestion à la fin de 1995. Les fonds gérés au Québec représentent 45 % des 7,1 milliards \$ de capitaux sous gestion au Canada. Ce pourcentage est identique à celui de 1995.
- Le montant de nouveaux capitaux injectés dans l'industrie est demeuré sensiblement le même à 486 millions \$. La plus grande partie de ce montant (80%) provient d'individus qui ont principalement investi dans des fonds des travailleurs. Les autres 100 millions \$ sont gérés par des fonds indépendants et des fonds corporatifs de capital de risque.
- Collectivement, les entreprises de capital de risque implantées au Québec détiennent 1,1 milliard \$ en capital disponible aux fins d'investissement. Cela représente une réserve d'environ trois ans si l'on se fie au rythme des investissements de 1996. L'ensemble des capitaux disponibles a augmenté par rapport aux 802 millions \$ destinés à l'investissement à la fin de 1995.

¹ Le capital de risque sous gestion et la liquidité du capital de risque des différents fonds ont été mesurés au 31 décembre, à l'exception des fonds des travailleurs qui l'ont été au 1^{er} mars de l'année suivante afin de tenir compte des répercussions de la période de souscription aux REÉR.